

- d) expansion de forêt dans les « Forêts de Vlinderhout » en vue du développement d'une forêt bordant à la ville, et d'un aménagement multifonctionnel en vue du développement de la nature et d'une utilisation récréative;
- e) la valorisation de vestiges culturels-historiques liée aux possibilités d'utilisation récréative;
- f) l'élaboration d'un réseau d'utilisation récréative en relation avec les voies navigables.

2° En ce qui concerne la vallée de la Lys :

- a) l'aménagement des multiples transitions entre les fonctions urbanistiques d'habitation et les fonctions rurales;
- b) la consolidation des formes agricoles garantissant l'étendue de cette zone rurale, et particulièrement, l'élevage laitier dans les zones contenant des prés;
- c) l'aménagement au profit de la gestion intégrale des eaux de la Lys, tant en ce qui concerne la maîtrise des eaux que la qualité des eaux, y compris les possibilités de développement de la nature et de la récréation aquatique;
- d) la réalisation entre Gand et Deinze d'un axe vert situé principalement le long de la Lys au profit de la récréation;
- e) implication des « Assels » et des « Blaarmeersen » dans le développement de la nature lors de l'expansion de la zone de captage d'eau de Kluzen;
- f) aménagement multifonctionnel du méandre isolé de la Lys, dénommé « Vosselareput ».

3° en ce qui concerne le « Scheldeveld » :

- a) revalorisation rurale du « Scheldeveld » en portant soin aux zones limitrophes entre les espaces libres et les espaces construits;
- b) concentration d'activités agricoles et horticoles moins spécifiques à ces terres en encourageant les aménagements dans des zones de concentration et l'intégration dans les sites spécifiques;
- c) augmentation des qualités écologiques d'infrastructures rectilignes, de petits éléments ruraux, de décharges et de zones de défrichage;
- d) expansion de forêt, axée autour de vestiges de forêts ou pas, y compris le développement de la nature et l'utilisation récréative;
- e) amélioration de l'infrastructure récréative dans le « Scheldeveld ».

4° en ce qui concerne la vallée du Haut Escaut :

- a) consolidation et réparation de l'aspect ouvert de la vallée avec agriculture propre aux terres contenant de grandes entités de prairies;
- b) réparation de la relation entre la rivière et la vallée en augmentant les valeurs naturelles des rives;
- c) l'exécution de mesures de réparation pour les décharges de boues de dragage et les défrichages en impliquant le développement de la nature et de la récréation;
- d) aménagement d'anciens méandres de l'Escaut tenant compte de la nature, du boisement et de diverses formes de récréation;
- e) développement de la nature, tenant compte de l'agriculture, lors du projet d'infiltration à Zingem;
- f) création de possibilités en vue d'utilisation récréative;
- g) amélioration de l'infrastructure écologique du site, liée aux possibilités de l'introduction d'une agriculture gérée.

Art 3. Les autorités concernées par le projet de rénovation rurale visé à l'article 1er sont les fonctionnaires des services de la Communauté flamande ou des institutions publiques dépendant de la Région flamande ou de la Communauté flamande, chargés de l'aménagement du territoire, des monuments et des sites, des remembrements, du sport et de la récréation en plein air, du tourisme, de l'agriculture, de l'infrastructure secteur des routes, de l'infrastructure secteur des voies navigables, de la conservation de la nature, des eaux et des forêts, des richesses naturelles, de la gestion des eaux, des polders et des wateringues, de la politique des déchets, de la politique relative aux eaux et au sol, des investissements environnementaux.

Art. 4. Le Gouvernement flamand décide de dresser un plan de rénovation rurale « Lys et Escaut » et nomme le Comité pour la Rénovation rurale conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 avril 1990 fixant des règles précises en matière de rénovation rurale.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant la Rénovation rurale et la Conservation de la Nature dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

26 OKTOBER 1994. — Besluit van de Vlaamse regering houdende de afbakening van het pilotlandinrichtingsproject Grote-Netegebied, de omschrijving van de uitgangdoelstellingen en de bepaling van de overheden die bij de landinrichting worden betrokken ter oprichting van het landinrichtingscomité

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1988 houdende oprichting van de Vlaamse Landmaatschappij, inzonderheid Hoofdstuk II — De Landinrichting;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering houdende nadere regelen betreffende de Landinrichting van 26 april 1990, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 23 oktober 1991;

Gelet op het advies van de Commissie voor Landinrichting, gegeven op 28 juli 1994;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting;
Na beraadslaging.

Besluit :

Artikel 1. Voor de afbakening van het pilootlandinrichtingsproject Grote-Netegebied worden het projectvoorstel 2 Grote-Netegebied en het deelgebied Bovenlopinggebied van de Grote Nete zoals beschreven in het rapport van de voorstudie landinrichtingsproject Netegebied, aangeduid als projectgebied.

De betrokken gemeenten zijn Geel, Meerhout, Ham, Balen, Leopoldsburg, Mol, Hechtel-Eksel en Lommel.

Art. 2. De omschrijving van de uitgangdoelstellingen zijn deze geformuleerd door de Commissie voor Landinrichting met name :

inrichting ter ondersteuning van een integraal waterbeheer, in het bijzonder met het oog op het vrijwaren van infiltratie-kwelsystemen en brongebieden;

natuurontwikkeling in hoofdzaak gekoppeld aan beekvalleien en zandruggen;

maatregelen voor het behoud van grondgebonden landbouw en voor vormen van extensieve landbouw;

natuurgerichte inrichting van kanaalbermen en door kanaalwater beïnvloede natuurgebieden;

maatregelen ter geleiding en ondersteuning van initiatieven van recreatief medegebruik;

maatregelen ter versterking van de landschappelijke structuur en waardevolle landschappen.

Art. 3. De overheden die worden betrokken bij het landinrichtingsproject van artikel 1 zijn de ambtenaren van de diensten van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap of van de openbare instellingen die afhangen van het Vlaamse Gewest of van de Vlaamse Gemeenschap, bevoegd inzake de ruimtelijke ordening, de monumenten en landschappen, de landbouw, de ruilverkaveling, het natuurbehoud, de waters en bossen, de sport en openluchtrecreatie, het water- en bodembeleid, de milieuinvesteringen, de infrastructuur deel wegen, de infrastructuur deel waterwegen, de huisvesting.

Art. 4. De Vlaamse regering beslist tot het opmaken van het landinrichtingsplan Netegebied en benoemt het Landinrichtingscomité overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Vlaamse regering houdende nadere regelen betreffende de Landinrichting van 26 april 1990.

Art. 5. De Vlaamse minister bevoegd voor de Landinrichting en het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 1994.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Huisvesting,
N. DE BATSELIER

TRADUCTION

F. 95 — 131

[C — 3657]

26 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand portant la délimitation du projet pilote de rénovation rurale « Zone de la Grande Nèthe », la description des objectifs initiaux et la désignation des autorités impliquées par la rénovation rurale en vue de la création du comité de rénovation rurale

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création d'une Société flamande terrienne, notamment le Chapitre II — La Rénovation rurale;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 avril 1990 fixant des règles précises en matière de rénovation rurale, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 octobre 1991;

Vu l'avis de la Commission pour la Rénovation rurale, donné le 28 juillet 1994;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. En ce qui concerne la délimitation du projet pilote de rénovation rurale « Zone de la Grande Nèthe », la proposition de projet n° 2 « Zone de la Grande Nèthe » et le secteur « Zone des cours supérieurs de la Grande Nèthe », tels que décrits dans le rapport de l'étude préliminaire du projet de rénovation rurale « Zone de la Nèthe », sont désignés comme secteurs-projet.

Les communes concernées sont : Geel, Meerhout, Ham, Balen, Leopoldsburg, Mol, Hechtel-Eksel et Lommel.

Art. 2. La description des objectifs initiaux se rapporte à ceux formulés par la Commission pour la Rénovation rurale, à savoir :

aménagement visant une gestion intégrale des eaux, particulièrement en vue de la conservation des systèmes d'infiltration et de suitement d'eau et des zones contenant des sources;

développement de la nature principalement lié aux vallées de ruisseaux et aux crêtes sablonneuses;

mesures visant la conservation de l'agriculture spécifique à ces terres et des formes d'agriculture extensive;

aménagement axé sur la nature des berges de canaux et de zones naturelles influencées par les eaux des canaux;

mesures visant l'accompagnement et l'aide aux initiatives d'utilisation récréative secondaire;

mesures visant la consolidation des structures rurales et des sites de grande valeur.

Art. 3. Les autorités concernées par le projet de rénovation rurale visé à l'article 1er sont les fonctionnaires des services du Ministère de la Communauté flamande ou des institutions publiques relevant de la Région flamande ou de la Communauté flamande, chargés de l'aménagement du territoire, des monuments et des sites,

de l'agriculture, des remembrements, de la conservation de la nature, des eaux et des forêts, du sport et de la récréation en plein air, de la politique relative aux eaux et au sol, des investissements environnementaux, de l'infrastructure « secteur des routes », de l'infrastructure « secteur des voies navigables », du logement.

Art. 4. Le Gouvernement flamand décide de dresser un plan de rénovation rurale « Zone de la Grande Nèthe » et nomme le Comité pour la Rénovation rurale conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 avril 1990 fixant des règles précises en matière de rénovation rurale.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant la Rénovation rurale et la Conservation de la Nature dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 1994

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,
N. DE BATSELIER

N. 95 — 132

[S-Mac — 36547]

26 OKTOBER 1994. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 27 februari 1992 houdende vaststelling van de tabel van de loopbaanstructuur en van het bezoldigingsstatuut van het administratief en technisch personeel van de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 109 en 120;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 27 februari 1992 houdende vaststelling van de tabel van de loopbaanstructuur en van het bezoldigingsstatuut van het administratief en technisch personeel van de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 16 februari 1993;

Gelet op het protocol van 6 juli 1994 waarin de conclusies zijn neergelegd van de onderhandelingen gevoerd tussen de Vlaamse regering en representatieve vakorganisaties in het kader van Sectorcomité X;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 10 juni 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Bestluit :

Artikel 1. In artikel 2, § 6, van het besluit van de Vlaamse regering van 27 februari 1992 houdende vaststelling van de tabel van de loopbaanstructuur en van het bezoldigingsstatuut van het administratief en technisch personeel van de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 16 februari 1993 wordt het bedrag "39 556 F" vervangen door het bedrag "40 347 F".

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De salarisschalen van het administratief en technisch personeel van de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap worden vastgesteld als volgt :

Schaal	Aanvangssalaris	Eindsalaris	Verhogingen
1.1	465 496	535 076	4 x 1: 4 970 10 x 2: 4 970
1.2	474 520	579 085	4 x 1: 6 971 11 x 2: 6 971
1.3	483 541	623 079	4 x 1: 5 366 11 x 2: 10 734
1.4	492 564	667 092	4 x 1: 6 234 12 x 2: 12 466
2.1	492 564	667 092	4 x 1: 6 234 12 x 2: 12 466
2.2	515 148	734 556	4 x 1: 6 450 12 x 2: 16 134
2.3	529 357	802 029	4 x 1: 7 220 12 x 2: 20 316
2.4	543 563	869 511	4 x 1: 7 993 12 x 2: 24 498
3.1	543 563	869 502	4 x 1: 10 653 11 x 2: 25 757
3.2	568 364	898 087	4 x 1: 10 653 11 x 2: 26 101
3.3	593 165	926 705	4 x 1: 10 653 11 x 2: 26 448
3.4	617 965	955 311	4 x 1: 10 653 11 x 2: 26 794
4.1	617 965	955 321	4 x 1: 12 749 10 x 2: 28 636